



On ne mentionne le Sinäi des bédouins, des oliviers et du sable sans fin que lorsqu'on évoque la guerre d'octobre 1973, les explosions à Taba et à Sharm al-Sheikh, le mur de séparation à la frontière avec Gaza, et les explosions des conduites du gaz pour Israël. En temps normal, on ne parle que de Sham el-Sheikh. C'est là que vivait le président déchu Hosni Moubarak et où affluent les touristes.

Le Sinäi, presque un tiers de la superficie de l'Égypte, est marginalisé malgré sa situation stratégique de passerelle entre l'Afrique et l'Asie. C'est un lieu de rassemblement pour les

cultures et les religions, représentées par des sites spirituels comme Tur Sinai et le monastère Sainte-Catherine.

La région est célèbre pour ses mines de turquoise, mentionnées dans les documents de l'Égypte ancienne. Les pharaons anciens et nouveaux ont exploité cette pierre précieuse et le reste des richesses du Sinaï, tout en marginalisant ses habitants.

Lorsque l'Égypte des Pharaons était à son apogée, l'ancienne route militaire Horus coupait le Sinaï plein Est. L'armée de l'Égypte antique la traversait pour dompter les rébellions en Syrie. Lorsque l'Égypte s'est affaiblie, le même passage a été utilisé par les envahisseurs successifs, dans l'autre sens, d'Hexos aux Israéliens.

Une importance stratégique

Étant donné sa position de carrefour militaire, son importance stratégique s'est accrue au fur et à mesure que surgissaient des menaces sur la frontière. La création d'Israël a élevé cette importance à des niveaux sans précédent et est devenue une malédiction pour le Sinaï et sa population.

L'importance stratégique croissante de la péninsule a eu un effet inverse sur le bien-être de ses habitants et leurs progrès. L'État égyptien a commencé à considérer le Sinaï et son peuple comme un danger. Mais c'était aussi le point de vue adoptée par Israël. C'est la raison pour laquelle le Sinaï fut le dernier point à être traité dans la Guerre de Suez de 1956. Israël a pris son temps pour se retirer de la péninsule qu'il avait totalement occupée au début de la guerre. Il voulait des garanties de protection de sa sécurité contre le régime de Gamal Abdul-Nasser.

Lorsqu'il l'a réoccupé en 1967, Israël a traité le Sinaï comme une zone-tampon profonde, la séparant du danger égyptien. Il n'a pas construit de colonies aussi rapidement qu'il l'a fait en Cisjordanie et dans les Hauts du Golan, à l'exception d'une colonie, près de Sharm al-Sheikh, au sud.

Israël a renforcé son ghetto désertique avec la ligne Bar Lev et il a tenu cette position stratégique même après la guerre de 1973. Pendant les négociations avec le président égyptien assassiné Anwar Sadat, entre 1978 et 1979, qui ont débouché sur les accords de Camp David, le Sinaï a été divisé en trois zones, restreignant l'armée égyptienne et la maintenant de l'autre côté du Canal de Suez.

Alors que ni la guerre de 1973 ni les négociations qui ont suivi n'ont été en mesure de libérer complètement le Sinaï, son retour au bercail égyptien a relevé son profil médiatique. Mais l'État a continué de le voir comme une source de danger.

La libération n'a pas apporté grand chose à ses habitants. Au contraire, ils ont été traités presque comme s'ils étaient sous occupation. Le Sinaï a replongé dans l'ombre et n'a été mentionné que lors des bombardements ou d'attaques terroristes. La dernière fut au début du mois aout, au carrefour Karm Abu-Salem, au sud de Rafah.

L'État égyptien a laissé le Sinaï à la merci des groupes armés, des opérations de renseignement et du crime organisé, pendant que ses habitants s'enfonçaient dans la répression d'État.

Géographie humaine

Le Sinaï est divisé, d'un point de vue administratif, en deux gouvernorats. Sa population est d'environ 489.000 habitants, d'après un recensement de 2006 publié par le site en ligne du Service d'information officiel égyptien. D'un point de vue tribal, la péninsule est divisée en trois régions contenant entre 11 et 13 tribus et clans, chacune constituée de 500 à 12.000 membres.

Le Sinaï sud est connu pour être la terre de Tur. Les tribus Tuara sont les al-Uleiqat, Mazyana, al-Awarma, Awlad Said, et al-Qararsha ou al-Sawalha. De nombreux clans et familles de ces tribus sont également dispersés dans le reste de la péninsule.

Le Sinaï centre, ou Bilad al-Tih, est habité par les al-Tiyaha, al-Ahiwat et al-Turabin. Cette dernière s'étend sur Gaza et en Palestine sud.

Le nord est Bilal al-Arish, où vit la tribu al-Sawarka, la plus importante du Sinaï. Composée au total de 13 clans et familles concentrées autour de la ville d'Al-Arish, al-Sawarka s'étend à l'est à Sheikh Zoueid et à l'ouest à la région de l'aéroport.

Il y a d'autres tribus plus petites, comme al-Akayla, sur la côte méditerranéenne au nord, et al-Bayadiya, dans la région entre al-Qantara et Port Said. Al-Akharsa, d'un autre côté, est une grande tribu vivant dans la région de Rummaneh, mais elle s'étend sur al-Sharqiya et al-Ismailia, la bordure orientale de l'Égypte.

Une histoire de marginalisation

Massad Abu Fajr, un activiste de la région, dit que le Sinaï a une société diverse et complexe, bien qu'elle soit majoritairement tribale. Il explique que le régime a soutenu ce tribalisme, et l'a même renforcé, dans le cadre de sa politique de sécurité et de marginalisation.

Le régime a empêché les tribus principales, comme les al-Sawarka, al-Tiyaha et al-Turabin, de participer à la vie politique et de gérer les affaires du Sinaï. Aucun des membres des grandes familles n'a jamais été nommé à un poste dans les conseils locaux ou régionaux, ni même dans les rangs de l'ancien parti au pouvoir, le Parti national démocratique (PND).

En même temps, le régime a délibérément favorisé des tribus plus petites et créé un réseau d'informateurs venant des différents clans.

Pour l'activiste Ismail Iskandarani, dans son blog "I Love Sinai", il est nécessaire d'examiner la composition tribale du Sinaï. Les tribus varient en nombre et en racines historiques, mais elles se coordonnent sur le développement et les questions nationales. Il dit que l'appartenance tribale est stricte sur deux points. Le premier est la question des droits. Et le second est le développement local en termes d'acquisition de terre et autres sujets similaires.

Iskandarani affirme que les tribus du centre du Sinaï considèrent la contrebande comme un système économique, et non comme une infraction à la sécurité. Les tribus du sud dépendent du tourisme, tandis que celles du nord vivent de l'agriculture et de la chasse.

La plupart des opérations de contrebande, qui passent par le centre de la péninsule, dépendent de la tribu Tiyaha. Selon Iskandarani, les marchandises de contrebande arrivent du sud par la Mer Rouge, ou du nord par les ferries du Canal de Suez.

Il souligne que les membres de la tribu Al-Azazma, environ 2.000 personnes vivant près de la frontière, n'ont pas de papiers d'identité. Elles sont appelées "bedoon" (sans État).

Iskandarani indique que le gouvernorat du Sinaï sud est moins peuplé et moins éduqué. Il est difficile pour des forces extérieures de les influencer. Mais le sud a moins de problèmes sécuritaires que le nord, qui borde la Palestine. La politique, au sens traditionnel du terme, est ainsi plus importante au nord.

La révolution dans les tribus

Malgré la focalisation politique sur le nord, Said Atiq, membre de la Coalition des Jeunes pour la Révolution au Sinaï, indique qu'aucun des partis traditionnels n'a une emprise forte dans la région. Il dit que les jeunes Sinawiya, qui ont rejoint la Révolution du 25 janvier, sont aujourd'hui les plus importants. Ils ont travaillé à une réforme de leurs tribus et clans pour être en mesure de faire face à l'Etat.

Les jeunes révolutionnaires sont convaincus que le Sinaï a besoin de liens avec le cadre égyptien. Ils refusent d'être marginalisés et isolés, et insistent sur leurs pleins droits politiques et sociaux.

Ils ont pu embarrasser des forces plus traditionnelles dans les tribus, comme les sheikhs tribaux et claniques. Ces derniers sont une cinquantaine et sont liés aux forces de sécurité. Ils sont incapables de fournir une vision ou de produire une action.

Les jeunes Sinawiya ont proposé de changer la méthode de désignation des sheikhs tribaux et claniques par un système démocratique et des élections libres, supervisées par le Conseil national pour les droits de l'homme. Mais le Conseil suprême des forces armées (CSFA) et la présidence, même sous le Président Mohammed Morsi, a rejeté cette idée.

Atiq explique que cette suggestion aurait pu apporter un sang nouveau parmi les dirigeants et ramené dans la péninsule un peu de la stabilité et de la sécurité perdues.

Les jeunes rebelles du Sinaï sont une force avec laquelle il faut compter, car ils font pression avec leurs revendications, les mettent en confrontation avec les sheikhs tribaux, les Frères musulmans et le CSFA.

Le gouvernorat égyptien le plus pauvre

Il y a quelques années, une étude de l'International Crisis Group a révélé que le taux de croissance de la population atteignait 62% au nord, et 22% au sud.

Il a classé le gouvernorat du nord du Sinaï comme la zone la plus pauvre d'Égypte. Le rapport concluait que la focalisation du Caire sur la situation sécuritaire conduisait à négliger les projets de développement économique. La seule exception sont les stations balnéaires du sud du Sinaï. Mais les habitants du Sinaï ne peuvent pas les fréquenter à cause du cordon de sécurité.

L'arrière-cour du banditisme en col blanc

Un symptôme de l'abandon du Sinaï par l'État égyptien avant la révolution fut la manière dont il a été transformé en fiefs où les barons de la classe d'affaires se faisaient de la concurrence. C'est là que les deux magnats Hassan Rateb et Hussein Salem avaient le plus d'influence économique et politique. La population locale appelait Rateb "le président de la république du Sinaï". Il était membre de la puissante commission politique du Parti national démocratique (PND) au pouvoir, président de la Société des Investisseurs du nord-Sinaï, et propriétaire de la chaîne satellitaire pro-régime al-Mehwar, qui diffusait les conférences annuelles du PND.

Rateb avait un monopole virtuel sur l'investissement au nord du Sinaï et sur l'exploitation de ses richesses. Il était, de fait, le président du gouvernorat. Aucun gouverneur ne prenait une décision économique ou souveraine sans son avis.

Certaines de ces pratiques ont été exposées dans les enquêtes sur la corruption qui ont suivi la révolution. En mars 2011, l'activiste politique du Sinaï Magdi Haddad a présenté au procureur général un dossier de documents sur les activités de Rateb et de l'ancien gouverneur du Sinaï du nord, le Général Munir Shas.

S'y trouvaient des documents montrant que Rateb a signé des contrats pour la fourniture de matériau à son usine de ciment du Sinaï, au centre de la péninsule, pour un coût annuel de seulement 5.000 livres égyptiennes (\$820), qui fut ensuite vendu à une autre compagnie pour 42 millions de livres égyptiennes (\$7 millions). Les locaux se souviennent que Rateb a également usé de son influence pour bloquer leurs tentatives d'établir leur propre commerce de ciment qui serait entré en concurrence avec le sien. Son usine a aussi fourni à Israël du ciment pour la construction de son mur de séparation en Cisjordanie .

Il y avait également des documents concernant le village-vacances de Sama al-Arish, appartenant à Rateb, sur la côte méditerranéenne. Le terrain sur lequel il est construit devait être réservé à la construction de logements sociaux pour les gens du secteur, mais après l'avoir acquis à des conditions avantageuses sur cette base, Rateb en a fait une station balnéaire qui lui a rapporté des millions.

L'université du Sinaï, la seule université de la péninsule, fut une affaire similaire. Un grand terrain a été fourni, à faible coût, pour la construction d'une université, pour offrir un enseignement secondaire abordable aux étudiants du Sinaï. Au lieu de cela, une institution élitiste très couteuse a été construite, ressemblant plus à une station balnéaire universitaire, où seuls 3% des étudiants venaient du Sinaï.

La population du Sinaï a chèrement payé cette corruption. Alors que Rateb proclamait publiquement son amour pour le Sinaï, il usait de son influence pour faire expulser des centaines de gens dont les terres jouxtaient ses entreprises industrielles ou touristiques, ou il les forçait à les abandonner pour de maigres indemnités. Ces entreprises n'ont contribué à pratiquement aucun développement du Sinaï ou à aucun emploi - les locaux ont rarement été embauchés, sauf comme gardiens. Il n'est pas surprenant que des protestations aient eu lieu devant les entreprises de Rateb au lendemain de la révolution par les gens du secteur qui exigeaient des indemnités et des enquêtes sur la corruption.

L'autre grand magnat du Sinaï, Hussein Salem, un ami personnel du président déchu Hosni Moubarak et de sa famille, fait actuellement l'objet d'une enquête sur la corruption, et des pourparlers sont en cours sur son éventuelle extradition d'Espagne, où il s'est enfui après la révolution.

Salem est un ancien officier du renseignement, et contrairement à Rateb, il s'est largement tenu à l'écart des médias. Il était considéré comme le chef fondé de pouvoir de la famille au pouvoir et agent d'affaires dans le Sinaï. La spécialité de Salem était les innombrables et lucratifs complexes touristiques qui parsèment la côte sud du Sinaï, en particulier à Sharm al-Sheikh, Dahab, Nuweiba et Taba, dont la chaîne hôtelière Movenpick, qui a fourni une maison à Moubarak avant et après son éviction.

Salem est mieux connu comme l'architecte du contrat notoire de vente à prix cassé du gaz naturel égyptien à Israël, tout en remplissant les poches de bénéficiaires cachés. La mise en œuvre de l'accord de 20 ans pour la fourniture à Israël de 1,7 milliards de m³ de gaz par an a été confiée à Eastern Mediterranean Gas, un consortium créé en 2000 dont Salem était président.

Le cas de Salem donne un aperçu sur l'interconnexion du monde de la sécurité, du renseignement et des affaires dans le Sinaï. Dans la déclaration qu'il a faite en avril l'an dernier pour se défendre contre des accusations de corruption et de copinage, Salem a affirmé qu'il avait traité l'accord gazier avec Israël, "comme une question liée à la sécurité nationale égyptienne", et que les services de sécurité "supervisaient tous les détails" liés à l'accord.

Les documents de la sécurité d'Etat, qui ont été divulgués au lendemain de la révolution, ont révélé, entre autres, qu'une cellule politique travaillant pour Gamal Moubarak au sein du ministère de l'Intérieur de Habib al-Adly était impliquée dans les attentats du 23 juin 2005 dans le Sinaï, qui ont fait des dizaines de victimes. Des documents suggéraient que l'objectif premier était de viser les complexes touristiques Movenpick de Salem pour le punir d'avoir coupé la commission que percevait le fils du président dans le cadre de l'accord gazier israélien, mais le groupe extrémiste concerné a décidé de frapper ailleurs.

En termes économiques, cependant, la présence de l'État dans le Sinaï a semblé circonscrite à la promotion des intérêts commerciaux des petits copains du régime, dont les signes les plus visibles étaient des programmes de développement touristique qui refusaient globalement d'employer les populations locales.

Cela a renforcé le sentiment des habitants du Sinaï d'être des citoyens de seconde zone, traités avec suspicion et privés des opportunités d'améliorer leurs conditions de vie, de l'investissement qui leur fournirait un revenu ou un travail, et souvent même du droit d'être propriétaires de leur terre et d'en vivre.

L'absence de développement de l'État a été contrebalancée par l'inflation d'une présence sécuritaire multi-facettes. L'État égyptien a contrôlé le Sinaï depuis l'antiquité, excepté pendant la première invasion israélienne de 1956 et l'occupation israélienne de 1967-1982. Lorsque l'Égypte a récupéré la péninsule en 1982, l'État égyptien s'est transformé en État du laissez-faire économique avec une main-mise sécuritaire féroce. Avec la modernisation du pays déjà retardée par des années de guerre et une mauvaise gouvernance, personne n'attendait qu'un État qui abandonnait son rôle de développement dans les centres du pays les plus densément peuplés fasse grand chose pour développer le Sinaï périphérique.

Cet État est devenu de plus en plus l'obligé des élites capitalistes impitoyablement obsédées par les profits rapides et les investissements axés sur la consommation. Elles n'étaient ni intéressées ni capables de donner du pouvoir à la majorité des citoyens d'un point de vue économique. Dans le Sinaï, la négligence s'est transformée en exploitation rampante et en appauvrissement.

Said Aatiq, membre du Comité des jeunes révolutionnaires du Sinaï, remarque que depuis la fin de l'occupation israélienne, la seule chose qu'a vu la population du Sinaï, venant de l'État égyptien, sont le ministère de l'Intérieur et l'appareil sécuritaire national.

C'est dans ce contexte que le secteur oriental du Sinaï, la zone C, est devenue une arène pour les activités des services secrets étrangers - y compris la CIA, le Mossad et les gardiens de la révolution iraniens - et les rivalités qui ont entraîné des versements d'argent politique venant de l'étranger, qui en retour ont contribué à l'émergence de groupes extrémistes.

Pour nombre de personnes de la région confrontées à la pauvreté et à l'oppression, la criminalité est devenue le principal voire l'unique moyen de gagner sa vie - que ce soit par le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains ou le commerce par les tunnels avec la Bande de Gaza assiégée.

Le refuge des radicaux et des hors-la-loi

L'inexistence de la présence de l'État dans le Sinaï signifie que la région a longtemps été

dominée par divers groupes de voyous, des militants islamiques aux trafiquants d'êtres humains. De nombreuses raisons expliquent que la montée de l'extrémisme religieux dans le Sinaï semble être une conséquence logique ou peut-être même inévitable, et la première d'entre elles est l'absence de l'État sous toutes ses formes, ce qui a transformé cette partie de l'Égypte en un terrain fertile pour n'importe quel groupe en concurrence avec l'État sur sa souveraineté.

Le Sinaï est revenu à la souveraineté égyptienne en même temps que la confrontation entre l'État et les groupes islamistes armés s'accroissait.

Avant l'occupation israélienne et le retour ultérieur du Sinaï à l'Égypte, une tendance soufie traditionnelle prévalait parmi les habitants de cette région depuis des décennies. Le salafisme a cependant commencé à s'infiltrer de toutes parts.

La violence s'est exercée au début de la part des adeptes de différentes écoles du soufisme contre les adeptes des nouvelles idées wahhabites.

Said Aatik, membre de la Coalition des jeunes révolutionnaires au Sinaï, explique qu'après le déclenchement de la révolution du 25 janvier et l'effondrement et le retrait du ministère de l'Intérieur, les services de sécurité ont disparu du Sinaï. Des groupes armés ont surgi pour reprendre leurs rôles et avec l'aide des groupes islamistes radicaux, ils ont établi la sécurité dans les villes du Sinaï, dont Sheik Zuweid. Ils ont conclu des accords avec ces groupes pour protéger les installations, devenant ainsi une nouvelle variable de l'équation.

L'importance de ces groupes s'est avérée après le vendredi 29 juillet 2011, lorsque les Islamistes seuls ont manifesté place Tahrir. La force des mouvements islamistes, et le premier parmi eux, les Frères Musulmans et leur domination politique ont ajouté à l'influence de ces groupes.

Aatik dit que lorsque les Frères Musulmans ont pris le pouvoir, ils ont cherché à transformer le Sinaï en un lieu de compétition avec le Conseil suprême des forces armées (CSFA) dans le but d'envoyer au monde le message qu'ils étaient capables d'imposer la sécurité et de garantir la stabilité pour le Sinaï et Israël. Un autre facteur qui a renforcé la main des groupes salafistes fut la décision du Hamas de nettoyer Gaza de ces groupes et de les expulser de la Bande de Gaza.

Ismail Alexandrani, chercheur en sociologie politique, pense - d'après son étude sur le terrain - que les groupes jihadistes et Takfiri sont des créatures des services de sécurité qui gravitent hors du contrôle des services du renseignement.

Un certain nombre d'observateurs maintiennent qu'il n'y a pas de groupes affiliés à al-Qaïda dans le Sinaï. Quelques groupes essaient cependant d'imiter al-Qaïda et ses pratiques, et l'environnement socio-politique, en particulier le long des zones frontalières au nord, avec Israël et Gaza, est favorable à la croissance et à la propagation de leurs idées.

L'organisation des Black Banners (Bannières noires), qui vient de la ville de Sheikh Zuweid, est considérée comme une des organisations bien connues présentes dans le Sinaï et ses environs à Gaza le long de la frontière égyptienne. Cibler la statue d'Anwar Sadat et le poste de police n°2 à al-Arish et tuer plusieurs officiers de l'armée et de la police, fin juillet 2011, sont quelques-uns des actes qui leur ont été imputés. Ainsi que de faire sauter par trois fois le sanctuaire de Sheikh Zuweid.

Jihadistes salafistes, Takfir wal Hijra, Ansar al-Jihad, Tawhid et Jihad, Beit al-Maqdis et le Conseil consultatif des Moudjahiddines sont quelques-uns des groupes qui ont également émergé dans le secteur. On pense que les deux derniers groupes viennent de la Bande de Gaza. Ils ont annoncé il y a deux mois qu'ils avaient mené une opération visant un autobus israélien et fait exploser le gazoduc.

L'écrivain et activiste originaire du Sinaï, Massaad Abu Fajr, fait valoir qu'une des raisons de la présence d'armes dans le Sinaï est la politique de certains services de sécurité qui soutiennent le crime organisé pour leurs propres fins.

Selon des rapports récurrents, les armes viendraient par voie terrestre depuis le Soudan et seraient enterrées dans le désert jusqu'à ce qu'un acheteur se présente, qu'il s'agisse de tribus qui ont besoin d'armes principalement en raison de la nature géographique et démographique de la région, ou de la Bande de Gaza - contrôlée par le Hamas depuis 2007 - ou de contrebandiers.

La contrebande d'armes était si répandue qu'Israël a frappé une caravane allant du Soudan à l'Égypte. On a dit à l'époque que la caravane arrivait d'Iran et était destinée au Hamas. On pense que les tribus des al-Rashaida et al-Sawarka régissent le commerce des armes dans le Sinaï, en particulier au nord.

La principale source d'armes était le Soudan-est et ses zones de conflit, mais après la chute de Kadhafi, la Libye est devenue une source d'armes supplémentaire. Il existe de nombreux types d'armes dans le Sinaï, des Kalachnikov aux armes antiaériennes et aux lance-roquettes.

Alexandrani classe les armes trouvées dans le Sinaï en plusieurs catégories :

- 1) les armes régulières utilisées par les forces armées égyptiennes, qui sont différentes suivant les 3 zones - A, B et C. L'armée égyptienne utilise des armes moins puissantes dans la zone C, et plus puissantes dans la zone A ;
- 2) les armes personnelles légères utilisées par les forces internationales de maintien de la paix stationnées dans la zone C et à la frontière avec la zone B ;
- 3) les armes traditionnelles utilisées par les tribus et les clans et qui ne sont soumises à aucun accord. Ce sont des armes petites et moyennes, comme celles que l'on trouve dans les familles de la Haute Égypte et que la nature de la région exige ;
- 4) les armes personnelles qu'on trouve dans toutes les maisons, dont des armes blanches ou

des armes légères de protection ;

5) les armes du commerce soumises à la loi de l'offre et de la demande par les tribus, les contrebandiers et autres ;

6) les armes de la résistance, qui se recoupent avec les armes du commerce. Mais les deux diffèrent en termes de motivation et d'objectif. Cette catégorie n'est pas liée à la seule résistance islamique mais à tous les types de résistance frontalière ou à la résistance contre Israël, et même contre les contrebandiers et les groupes violents et Takfiri.

Alexandrani parle également de la présence d'armes utilisées à des fins idéologiques ou non par des groupes Takfiri et des gangs du crime organisé. Ces armes ne passent pas par des zones habitées par des tribus réellement nationalistes le long de la frontière car elles sont opposées à tout armement interne, sauf pour les tribus présentes dans les zones frontalières. Les armes à usage criminel sont comme les armes traditionnelles, sauf qu'il y a un niveau de professionnalisme dans leur utilisation offensive mais non-défensive qui maintient l'équilibre du pouvoir parmi les tribus.

Pour comprendre les événements du Sinaï, il faut connaître Jabal al-Halal - lieu des dernières opérations des forces armées après l'incident du carrefour Karem Abu Salem.

Jabal al-Halal, qui se situe au milieu du Sinaï, à 60 km au sud d'al-Arish, avait déjà été la cible d'attaques et d'opérations des forces de sécurité.

Jabal al-Halal est une montagne rocheuse, éloignée de la vallée, qui a toujours été le refuge des groupes extrémistes et des hors-la-loi. Les forces israéliennes d'occupation n'ont jamais été en mesure de la contrôler tout au long de leur présence dans le Sinaï. C'est précisément de Jabal al-Halal que plusieurs opérations ont été lancées par la faction égyptienne al-Saika et les Bédouins fedayins.

Cette montagne est très accidentée, ses points d'entrée et de sortie sont difficiles, ce qui en fait un lieu de refuge et une base de lancement pour des groupes armés et des hors-la-loi.

Jabal al-Halal, qui fait 40 km de large et 60 km de long, est constituée de collines rocheuses d'une altitude de 2000 m, et elle est habitée par les tribus al-Sawarka au nord, et al-Tarabin et al-Tayaha au centre. Bien qu'elle soit rocailleuse, la montagne est riche en pâturage et en herbe. Dans cette région, le bétail est appelé "halal" - du nom de la montagne où les gens vivent de l'élevage.

Après l'attentat de Taba en 2004, la police a déclenché une campagne de sécurité, tentant désespérément de faire le siège de la montagne pour poursuivre les groupes armés qui étaient accusés d'être impliqués dans l'incident.

Le blocus a duré plusieurs mois et n'a conduit qu'au meurtre du leader de l'organisation Tawhid et Jihad, Salem al-Shanoub, et à l'arrestation de centaines de gens des tribus du Sinaï. Le même scénario s'est reproduit après l'attentat de Sharm al-Sheikh en juillet 2005.

Suite au vide sécuritaire dans le Sinaï après la révolution du 25 janvier, des groupes armés et radicaux ont opéré à Jabal al-Halal, qui s'est transformé en centre névralgique pour leurs opérations et leur présence au milieu du Sinaï et le long des frontières avec la terre palestinienne occupée et Israël.

La sécurité égyptienne a accusé ces groupes d'être à l'origine des attaques sanglantes contre le poste de police n° 2 à al-Arish le 29 juillet 2011, qui a tué cinq personnes.

Jabal al-halal est revenue sur le devant de la scène en devenant la cible des forces armées, qui l'ont bombardée et passée au peigne fin plusieurs fois dans le cadre de l'opération Nisr 2 (Aigle 2), menée par l'armée après les incidents de Rafah et du carrefour Karem Abu Salem. L'opération visait des groupes terroristes soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat des garde-frontières égyptiens.

Des militants estiment cependant que cette campagne, tout comme les campagnes de sécurité précédentes, ne sera pas productive même si elle déploie l'armée de l'air parce qu'elle ne fera pas la distinction entre les cibles terroristes et civiles qui cohabitent dans cette région montagneuse.

Les groupes islamistes radicaux ne sont pas la seule cible des autorités égyptiennes dans le Sinaï. Il y a aussi le phénomène du crime organisé dans lequel des garde-frontières égyptiens sont impliqués et qui a conduit à la multiplication des armes et au trafic d'êtres humains vers Israël. Les filières de clandestins comptent parmi les commerces illégaux les plus rentables et elles impliquent des gangs du Sinaï qui profitent de l'absence d'inspection le long des frontières égypto-israéliennes poreuses.

Les immigrants viennent des pays d'Afrique qui souffrent de guerres et de famine comme le Niger, l'Éthiopie, le Soudan et l'Érythrée. Ils arrivent à passer en Égypte et à traverser le Sinaï, qui représente pour eux une voie vers Israël.

Les filières de clandestins commencent au Canal de Suez, où les infiltrés traversent le tunnel Martyr Ahmed Hamdy et les passeurs les attendent avec un guide sur une route parallèle en direction des cités du nord jusqu'à Rafah. Kobri [pont] al-Salam est une des autres routes qu'empruntent les immigrants, car il n'y a pas de présence sécuritaire lourde. Lorsque les forces armées ont commencé à contrôler strictement ces points de sortie, les passeurs ont fait traverser le canal aux immigrants sur de petites embarcations.

Les itinéraires des passeurs sont concentrés autour de la ville de Rafah et dans les villages frontaliers voisins de Gaza et d'Israël, où se trouvent des camps pour les immigrants.

Les immigrants qui fuient l'enfer de la famine et de la guerre dans leurs pays sont souvent victimes de marchands d'organes. Les passeurs enterrent les corps de ces victimes dans des fosses communes appelées "Tombes des Africains" tandis que d'autres sont enlevés et torturés.

Des rapports soulignent que certains responsables de la sécurité ferment les yeux sur ce

commerce interdit au niveau international parce qu'ils en tirent profit. Après tout, les contrebandiers et les passeurs sont connus des forces de sécurité et des tribus. Les tribus sont horrifiées par ce commerce illégal et regardent avec mépris les membres des tribus qui s'y adonnent.

Ces dernières années, le trafic d'êtres humains a concerné surtout des Africains, alors que par le passé, c'était surtout des femmes d'Ukraine, de Russie et de Géorgie. Il va sans dire qu'une coordination criminelle existe entre les gangs du Sinaï et leurs homologues en Israël.

Par Yousef Abdel Rahman, Muhammad al-Arabi





Article original (en Arabe) sur : <http://www.al-akhdar.com/node/150867>